

Pouvoir d'emprunt supplémentaire

il y a de quoi. J'ajouterais qu'il ne devrait même pas être ici. S'il respectait vraiment la démocratie et la tradition parlementaire, il serait parti depuis longtemps.

Hier, le ministre des Finances a déclaré que son gouvernement envisageait d'apporter d'autres changements au budget. Il ne s'est pas encore décidé. Est-il conscient du tort que cela cause aux entreprises qui se demandent ce qu'elles doivent faire, si elles doivent investir ou non? Des employés nous demandent encore s'ils seront imposés et nous ne pouvons pas leur répondre. Nous l'ignorons. Il n'y a aucun plan. Toute confiance est disparue.

Le premier ministre (M. Trudeau) a déclaré dans ses discours oiseux que nous devons lui faire confiance, nous faire mutuellement confiance, faire confiance aux Canadiens. Je fais confiance aux Canadiens, je suis certain qu'ils nous sortiront de ce marasme, mais il faut les encourager. Il faut leur donner l'exemple. Il faudrait le faire, mais on ne le fait pas.

Quand nous parlions de contrôle des prix et des salaires, le premier ministre nous avait dit pas question, mais un peu plus tard, c'est lui qui l'instaurait. Faites-moi confiance, disait-il, je vais gérer l'économie afin de faire baisser les taux d'intérêt. Et ils sont montés à 20 p. 100. Faites-moi confiance, disait-il, j'empêcherai le prix de l'essence d'augmenter. Les députés se souviennent-ils de cette promesse? Comment cet homme peut-il nous demander de lui faire confiance? Il est bien le dernier à pouvoir se le permettre. Je serais prêt à faire confiance à quelques députés d'en face—très peu au demeurant—mais sûrement pas à lui. Sa crédibilité est absolument nulle. Il n'a aucun droit de demander aux Canadiens de lui faire confiance après ce qu'il leur a fait subir.

Je voudrais maintenant aborder la question du logement. J'ai écouté avec grand intérêt aujourd'hui la brève intervention du nouveau ministre chargé de la SCHL. Lui aussi admet que le pays connaît des problèmes. Il semble que nos vis-à-vis fassent des progrès. Ils se rendent enfin compte qu'il y a un problème. Quant à savoir s'ils vont faire quelque chose pour le résoudre, c'est une autre question. Le ministre d'État aux finances (M. Cosgrove) avait déclaré, je m'en souviens très bien, lors d'un débat sur le budget des dépenses, qu'il avait une solution et qu'on allait doubler le nombre des appartements qui passeraient de 15,000 à 30,000 cette année. C'est ce qu'il déclarait en mars dernier. A l'heure actuelle, selon les chiffres de la SCHL, 7,814 appartements ont été construits dans le cadre du Régime canadien de construction de logements locatifs. J'avais demandé à l'époque si ce chiffre suffirait pour rendre rentable la construction de logements locatifs. Certainement, m'a répondu le ministre, les constructeurs vont se bousculer pour profiter du programme. A l'heure actuelle, dans plusieurs provinces, personne n'a profité du programme, et au Nouveau-Brunswick seulement huit appartements ont été construits; en Nouvelle-Écosse, il y en a eu 107. C'est en Ontario, naturellement, que l'on en compte le plus. C'est un bien piètre résultat et on est loin des 30,000 appartements dont nous avons tant besoin.

Il y a ensuite le Programme canadien d'encouragement à l'accession à la propriété qui a été quelque peu modifié et élargi. Le gouvernement fédéral a accordé 63,862 subventions de \$3,000 dont 41,000 pour l'achat de maisons déjà existantes et 22,495 pour l'achat de maisons neuves. Nous avons

demandé à la SCHL combien de ces 22,000 maisons neuves étaient déjà construites et attendaient un acheteur. Elle l'ignore, elle n'a pas les chiffres.

• (1430)

Combien de nouveaux logements seront construits grâce à ce programme, monsieur l'Orateur? Ma foi, nous l'ignorons, et pourtant, le ministre chargé du Logement a dit aujourd'hui que ce programme avait contribué à créer 100,000 emplois. Il n'en sait rien en fait. Il s'agit de stimuler l'industrie de la construction. On n'a jamais construit si peu de logements qu'à l'heure actuelle. Il n'y a pas si longtemps, mon ami nous parlait des logements qui seraient construits grâce à tous ses merveilleux programmes, mais ils ne l'ont jamais été.

C'est avec intérêt que j'ai écouté le ministre chargé du Logement attribuer l'incertitude du marché à l'attitude des consommateurs. Je lui dirai—je regrette qu'il ne soit pas à la Chambre, mais je suis persuadé que quelqu'un lui transmettra le message—que le problème, ce n'est pas le versement initial, mais bien les mensualités. Les jeunes se demandent s'ils ont les moyens de se payer une maison. Les paiements sont vraiment trop élevés. Les taux d'intérêt aussi. Le ministre des Finances s'est vanté aujourd'hui de ce que les taux d'intérêt avaient baissé récemment, pour la dixième semaine de suite ou à peu près, comme si c'était grâce à lui. Pourtant il y a deux mois à peine, le prédécesseur du ministre des Finances attribuait aux États-Unis la responsabilité de nos taux d'intérêt élevés. Ainsi, lorsqu'ils augmentent, c'est la faute des Américains; mais quand ils baissent, c'est grâce aux efforts remarquables du gouvernement. Je trouve cela vraiment renversant.

Le ministre responsable du Logement a également fait remarquer que c'est au Canada que le plus grand nombre de gens sont propriétaire de leur maison. C'est vrai, et je tiens à ce que ça continue. L'ennui, cependant, c'est que ce pourcentage commence à diminuer. En effet nous sommes passés d'un sommet de 65 p. 100 à environ 60 p. 100. C'est la propriété qui est probablement à mon avis la pierre angulaire d'une société libre et démocratique. Le droit de posséder des biens et d'en faire ce que bon nous semble, dans certaines limites, est probablement l'un des moyens les plus importants dont nous disposons pour protéger la démocratie. Quand les gens sont chassés de leur foyer à cause du système, ils s'en prennent au système. Je ne tiens pas à ce que cela se produise. Je tiens à ce qu'ils soient bien logés, et je recommande maintenant au ministre de revoir son programme relatif aux logements locatifs, qui ne donne pas les résultats souhaités, et de consacrer peut-être une partie de ces fonds aux logements en formule coopérative dont le besoin se fait si désespérément sentir de nos jours.

Pour conclure, je ne voudrais pas laisser mes amis à ma gauche s'en tirer à si bon compte après que le chef du Nouveau parti démocratique a affirmé que Maggie Thatcher faisait fausse route. Voyez-vous, selon lui, M^{me} Thatcher se fourvoie sur toutes les lignes. Je lui rappellerai qu'elle a réussi à juguler l'inflation, ce qui était son premier objectif, et les Britanniques en sont fort contents. On va remettre la Grande-Bretagne sur pied. Il faut dire que son gouvernement a hérité du terrible gâchis que lui ont laissé les socialistes, le Parti travailliste. Et nous allons nous retrouver avec le même problème sur les bras